

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le [Cf. date de signature]

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

MAGNESITA REFRACTORIES

63 RUE DU PETIT BRUXELLES
BP 169
59300 Valenciennes

Références : V2/2023-129

Code AIOT : 0007000861

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2023 dans l'établissement MAGNESITA REFRACTORIES implanté 63 rue du Petit Bruxelles BP 169 59300 Valenciennes. L'inspection a été annoncée le 08/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection des installations classées a été saisie le 06/02/2023 concernant une plainte d'un riverain de la rue du Faubourg de Cambrai à Valenciennes à l'encontre de la société MAGNESITA REFRACTORIES relative à :

- des nuisances sonores s'étant fortement intensifiées depuis août 2020. En particulier, le plaignant identifie :
 - un bruit constant assimilé à un bourdonnement de forte intensité ;
 - une seconde source sonore émanant d'une « zone technique » au niveau des cheminées des fours ;
- des nuisances olfactives de plus en plus récurrentes.

Suite à un échange téléphonique avec l'Inspection, le plaignant a indiqué que lors de l'arrêt annuel de l'usine fin décembre 2022/début janvier 2023, aucune nuisance n'était plus perçue, faisant ainsi directement un lien avec le fonctionnement des activités de MAGNESITA REFRACTORIES.

Suite à cet échange téléphonique, le plaignant a joint plusieurs vidéos datant de 2022 représentatives du niveau de bruit perçu depuis son habitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAGNESITA REFRACTORIES
- 63 rue du Petit Bruxelles BP 169 59300 Valenciennes
- Code AIOT : 0007000861
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site MAGNESITA REFRACTORIES à Valenciennes est spécialisé dans la fabrication de briques réfractaires cuites, destinées uniquement au milieu de la sidérurgie pour la production d'acier inoxydable.

Les matières premières utilisées sont la dolomie et la magnésie ainsi que des liants (paraffine, cire et huile de soja). Le site présente 2 fours de cuisson.

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997 complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2010 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2014 (garanties financières) ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2017.

Le site est soumis à :

- autorisation au titre des rubriques suivantes :
 - 2523 : Fabrication de produits céramiques et réfractaires. La capacité maximale de production est de 230 t/j ;
 - 3350 : Fabrication de produits céramiques par cuisson ;
- enregistrement au titre de la rubrique 2515-1 : Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes (référentiel réglementaire : arrêté ministériel du 26/11/2012).

Les activités du site relèvent donc de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plainte pour nuisances sonores et olfactives

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|--|--|---|-----------------------|
| 2 | Emissions sonores – Surveillance des émissions | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |
| 3 | Emissions sonores – Valeurs limites d'émission | Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 13.4 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Emissions sonores | Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 13.1 | / | Sans objet |
| 4 | Odeurs | AP Complémentaire du 12/01/2010, article 5 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé les non-conformités suivantes :

- des dépassements du niveau limite de bruit imposé en limite de propriété et en période nocturne ;
- l'absence de mesure de l'émergence générée par les installations dans les zones à émergence réglementée ;

et propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société MAGNESITA REFRACTORIES, en application de l'article L. 178-8-I du code de l'environnement, de respecter les prescriptions de l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997 modifié et de l'article 52 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

Concernant les odeurs, la visite a permis de mettre en évidence que les nuisances olfactives perçues

semblent directement en lien avec le dysfonctionnement récurrent de l'installation de traitement des émissions atmosphériques des fours (oxydateur thermique).

A la suite de la visite, l'exploitant a mis en œuvre les mesures correctives nécessaires afin de garantir le bon fonctionnement de cette installation.

Au regard de ces constats, il n'est pas proposé à ce stade de suites administratives sur le sujet des nuisances olfactives..

2-4) Fiches de constats

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 13.1 | |
|---|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores | |
| Prescription contrôlée : L'installation doit être construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. [...] | |
| Constats : En amont de la visite d'inspection du 13/02/2023, l'Inspection des installations classées s'est rendue aux abords de l'habitation du plaignant vers 13h30. L'arrière de la résidence et les espaces verts donnent directement sur l'usine MAGNESITA REFRACTORIES située à environ 130 m, à l'Est. L'Inspection des installations classées a constaté l'émission en continu d'un bruit assimilable au bourdonnement décrit, en provenance, apparemment, d'un conduit en toiture d'un bâtiment des installations de préparation de l'usine (déchargement des matières premières, stockage, broyage). Sur le terrain, la visite d'inspection a permis de constater les sources de bruit suivantes, situées côté plaignant : | |
| Source de bruit | Descriptif |
| 1 | Émission en continu d'un bruit assimilable au bourdonnement décrit par le plaignant, en provenance du point de rejet des émissions atmosphériques issues du broyage dolomie et du déchargement des matières (situé en toiture de bâtiment) traitées par un dispositif de dépoussiérage. |
| 2 | Poste de déchargement des matières équipé de convoyeurs, d'une trémie et d'un dispositif vibratoire. Le poste dispose d'un système de temporisation : une fois le déchargement matière terminé, arrêt des équipements après une temporisation. En revanche, l'accès aux installations se fait sur un des côtés par une porte sectionnelle pour les engins et une porte piéton en permanence maintenues ouvertes car cassées et permettant la propagation du bruit dans l'environnement lors du fonctionnement des installations. |
| 3 | En extérieur, présence des ventilateurs des installations de refroidissement. Le niveau de bruit est limité par la présence d'un mur en parpaings (sans toiture) ; en revanche ce mur n'est pas complètement fermé (absence de porte sur un côté) et permet la propagation du bruit à cet endroit. |
| 4 | Présence de nombreuses portes d'accès aux bâtiments de production. Le jour de la visite, l'ensemble des portes étaient maintenues fermées. |
| 5 | Moteur du ventilateur du RTO (oxydateur thermique pour le traitement des émissions atmosphériques des fours) situé en extérieur et en hauteur. |
| 6 | Point de rejet des émissions atmosphériques issues de la rectifieuse à wagons (activités de meulage) traitées par un dispositif de dépoussiérage. Le jour de la visite, le dispositif de dépoussiérage fonctionnait malgré l'absence d'activité de la rectifieuse. |

Suite à la visite, les mesures correctives suivantes ont été identifiées par l'exploitant :

| Source de bruit | Mesures correctives |
|-----------------|---|
| 1 | <p>Le dispositif de dépoussiérage du broyage dolomie et du déchargement des matières fonctionne de façon continue alors que les activités de broyage et de déchargement sont réalisées de façon discontinue.</p> <p>L'exploitant s'est donc engagé à asservir le fonctionnement du dispositif de dépoussiérage aux activités de broyage et de déchargement.</p> <p>Pour ce faire, l'exploitant a indiqué, par courriel du 24/03/2023, avoir installé un système de temporisation : à l'arrêt du broyage ou du déchargement, arrêt du dispositif de dépoussiérage après une temporisation. Ces dispositions s'appliquent également pour le broyage de magnésie.</p> <p>D'autre part, l'exploitant s'est engagé à étudier les possibilités de réduction du niveau de bruit au niveau du point de rejet.</p> <p>Pour ce faire, l'exploitant a pris l'attache de 2 prestataires dans le domaine de l'acoustique afin de mener une étude.</p> <p>Par courriels du 24/03/2023 et du 07/04/2023, l'exploitant a informé l'inspection de la venue sur le site des prestataires au mois d'avril.</p> |
| 2 | <p>L'exploitant s'est engagé à réparer les portes d'accès et les maintenir fermées de façon à limiter le bruit.</p> <p>Le 21/03/2023, l'exploitant a indiqué avoir fait procéder aux réparations nécessaires.</p> |
| 3 | <p>L'exploitant s'est engagé à installer une porte afin de compléter les mesures d'atténuation du bruit.</p> <p>Le 21/03/2023, l'exploitant a indiqué la mise en place effective de la porte.</p> |
| 4 | <p>L'exploitant a indiqué avoir rappelé à son personnel les consignes quant au maintien systématique des portes en position fermée et prévoir les affichages adéquats.</p> |
| 5 | <p>L'exploitant s'est engagé à déplacer le moteur du ventilateur et à le mettre à l'intérieur du bâtiment</p> <p>Par courriel du 24/03/2023, l'exploitant a informé l'inspection du délai d'intervention fixé fin de semaine 13 (semaine 27/03/2023 au 02/04/2023).</p> <p>Néanmoins par courriel du 13/04/2023, l'exploitant a indiqué que les travaux étaient en cours de réalisation et non achevés à date.</p> |
| 6 | <p>L'exploitant s'est engagé à asservir le fonctionnement du dispositif de dépoussiérage avec les activités de la rectifieuse.</p> <p>Pour ce faire, l'exploitant a indiqué par courriels du 24/03/2023 et du 07/04/2023, avoir modifié les installations : à l'arrêt des activités de la rectifieuse, arrêt du dispositif de dépoussiérage.</p> |

Type de suites proposées : Cf. Point de contrôle n°3

Proposition de suites : Cf. Point de contrôle n°3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52

Arrêté Ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté, ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes :

1. Pour les établissements existants :

- la fréquence des mesures est annuelle ;
- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;
- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

[...]

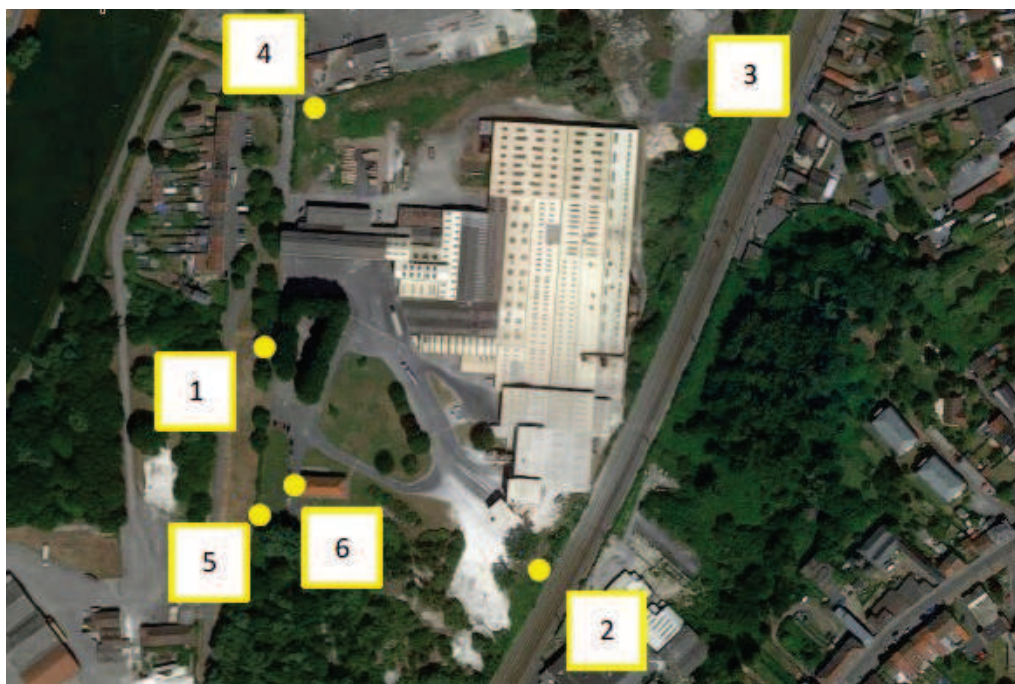
Constats :

Lors de la visite du 13/02/2023, l'exploitant a présenté le dernier rapport de mesures de bruit réalisées en mai 2021 en limites d'exploitation/de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée (ZER) :

- Niveau de bruit en limites d'exploitation (points 1 à 5) ;
- Emergence évaluée au niveau des limites d'exploitation pour les ZER situées à proximité immédiate (points 1,3,4 et 5)

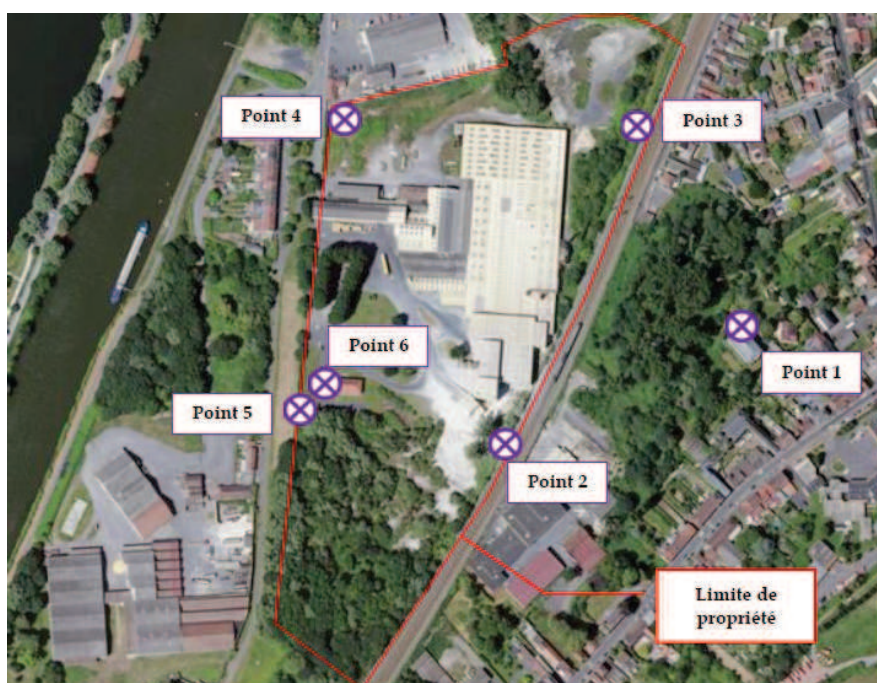
Constats :

- La surveillance des émissions sonores n'est pas réalisée à fréquence annuelle par l'exploitant ;
- L'émergence générée par les installations dans la zone à émergence réglementée proche du point n°2 présentant le niveau de bruit le plus élevé, la ZER située à l'Est du site, n'a pas été évaluée par l'exploitant.



Localisation des points de mesure en 2021

Lors de la visite d'inspection du 13/02/2023, compte tenu de la plainte, l'exploitant s'est engagé à réaliser de nouvelles mesures de bruit en y ajoutant un point spécifique (n°1) représentatif de la zone dans laquelle habite le plaignant.



Localisation des points de mesure en 2023

Par courriel du 09/03/2023, l'exploitant a transmis les résultats de cette nouvelle campagne réalisée le 20/02/2023 en limite d'exploitation/de propriété et au niveau de la zone à émergence réglementée du plaignant :

- Niveau de bruit en limite d'exploitation (points 2 à 5) ;
- Niveau de bruit au niveau de la ZER du plaignant (point 1).

En revanche, aucune mesure d'émergence n'a été réalisée.

Constats avec suites n°1 : La mesure de l'émergence générée par les installations dans les zones à émergence réglementée n'a pas été réalisée par l'exploitant.

L'Inspection des installations classées propose donc de mettre en demeure la société MAGNESITA REFRACTORIES de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 en matière de surveillance des niveaux d'émergence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 13.4 | | | | |
|--|--------------|---|-----------------------|------|
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission | | | | |
| Prescription contrôlée : Niveaux acoustiques Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles. | | | | |
| Emplacement | Type de zone | Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) | | |
| | | Jour | Période intermédiaire | Nuit |
| Limite de propriété | Industrielle | 65 | 60 | 55 |
| <p>Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :</p> <p>-5 dB(A) pour la période allant de 6h30 à 21h30, sauf dimanches et jours fériés ;</p> <p>-5 dB(A) pour la période allant de 21h30 à 6, ainsi que les dimanches et jours fériés ;</p> <p>Les critères d'émergence doivent être respectés à une distance de 50 m des limites de propriété de l'établissement.</p> | | | | |
| Constats : Lors de la visite du 13/02/2023, l'exploitant a présenté le dernier rapport de mesures de bruit réalisées en mai 2021 en limite de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée (5 points et un point « masqué » pour l'évaluation du bruit résiduel). Les résultats des mesures montrent que : <ul style="list-style-type: none"> En limite d'exploitation (points 1 à 5), les niveaux sonores sont conformes aux valeurs limites réglementaires de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 en période diurne. Le niveau de bruit le plus élevé correspond au point n°2 situé à proximité des installations de broyage et côté plaignant (LAeq = 58,5 dB(A)). Constats avec suite n°2 : un dépassement du niveau limite de bruit imposé en limite de propriété et en période nocturne est relevé au niveau du point 2 : LAeq = 59 dB(A). Les émergences calculées en 4 points (1,3,4 et 5) sont conformes aux valeurs limites réglementaires de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 en périodes diurne et nocturne. A noter toutefois que l'émergence générée dans la zone à émergence réglementée proche du point n°2 présentant le niveau de bruit le plus élevé, la ZER située à l'Est du site, n'a pas été évaluée. <p>Lors de la visite d'inspection du 13/02/2023, compte tenu de la plainte, l'exploitant s'est engagé à réaliser de nouvelles mesures de bruit en y ajoutant un point spécifique (n°1) représentatif de la zone dans laquelle habite le plaignant.</p> <p>Par courriel du 09/03/2023, l'exploitant a transmis les résultats de cette nouvelle campagne réalisée le 20/02/2023.</p> <p>Il en résulte que le rapport met en évidence 3 zones d'émission de bruit sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> zone 1 : bruit provenant du conduit des activités de la rectifieuse ; zone 2 : bruit provenant du conduit du RTO ; | | | | |

- zone 3 : bruit venant principalement du conduit de sortie du broyage Dolomie.

Ces 3 zones sont cohérentes avec les sources de bruit identifiées par l'Inspection lors de la visite terrain du 13/02/2023 (cf. point de contrôle n°1).

Les résultats des mesures montrent que :

- En limite d'exploitation, les niveaux sonores sont conformes aux valeurs limites réglementaires de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 en période diurne.
Le niveau de bruit le plus élevé correspond de nouveau au point n°2 situé à proximité des installations de broyage et côté plaignant (LAeq = 64,3 dB(A)).
- **Constats avec suite n°3 : un dépassement important du niveau limite de bruit imposé en limite de propriété et en période nocturne est relevé au niveau du point 2 : LAeq = 64,3 dB(A) ;**
- **Constats avec suite n°4 : un dépassement du niveau limite de bruit imposé en limite de propriété et en période nocturne est relevé au niveau du point 3 : LAeq = 56,9 dB(A) ;**
- **Constats avec suites n°1 (rappel) : La mesure de l'émergence générée par les installations dans les zones à émergence réglementée n'a pas été réalisée par l'exploitant. En particulier, l'émergence n'a pas été évaluée au point n°1, situé en ZER à proximité de l'habitation du plaignant. Seuls les niveaux de bruit, non réglementaires à ce niveau, sont présentés.**
- De façon générale, les niveaux de bruit sont assez constants en période diurne et nocturne et une augmentation des niveaux sonores est constatée entre les mesures de 2021 et de 2023 :

| Points de mesure | Mesure de 2021 LAeq (dB(A)) | | Mesure de 2023 LAeq (dB(A)) | | Seuils de l'APA du 26/06/1997 (dB(A)) | |
|-------------------------|--------------------------------|-----------|--------------------------------|-------------|---|----------|
| | Diurne | Nocturne | Diurne | Nocturne | Diurne | Nocturne |
| 2 | 58,5 | 59 | 64,3 | 64,3 | 65 | 55 |
| 3 | 52 | 53 | 56,4 | 56,9 | 65 | 55 |
| 4 | 52 | 48,5 | 54 | 44,1 | 65 | 55 |
| 5 | 54,5 | 54 | 55,8 | 54,5 | 65 | 55 |
| 1 (proximité plaignant) | - | - | 54,9 | 54,6 | - | - |

Dépassement des valeurs limites réglementaires

L'exploitant a d'ores et déjà mis en œuvre certaines actions correctives (cf. point de contrôle n°1) afin de limiter les émissions sonores du site. Néanmoins les possibilités de réduction du bruit au niveau du point de rejet des émissions atmosphériques issues du broyage dolomie et du déchargement des matières, vraisemblablement à l'origine des principales nuisances subies par le voisinage, sont actuellement en phase d'étude afin de revenir à une situation conforme.

Compte tenu des dépassements des niveaux limites de bruit en limite d'exploitation, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure la société MAGNESITA REFRACTORIES de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 en matière de niveaux d'émissions sonores.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 4 mois |

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2010, article 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions suivantes annulent et remplacent celles prévues au titre III de l'arrêté du 26 juin 1997 susvisé :</p> <p>« Article 12 - Prévention de la pollution atmosphérique</p> <p>12.1 Conception des installations</p> <p>[...]</p> <p>12.1.2 Installations de traitement de la pollution atmosphérique</p> <p>I. Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents, • à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. <p>[...]</p> <p>12.1.4 Odeurs</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>[...] »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En fonctionnement normal, les émissions atmosphériques des fours de cuisson 1 et 2 sont traitées par un oxydateur thermique dénommé RTO avant d'être rejetées par un point de rejet unique, identifié n°1.</p> <p>Cet oxydateur permet d'abattre la teneur en composés organiques volatiles (COV), substances polluantes mais également à l'origine d'émissions odorantes.</p> <p>En fonctionnement dégradé, lors d'un dysfonctionnement du RTO (arrêt) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les émissions du four 1 sont rejetées sans traitement par le point de rejet identifié 1-1 ; • les émissions du four 2 sont rejetées sans traitement par le point de rejet identifié 1-2; <p>Lors de sa plainte du 06/02/2023 concernant les nuisances olfactives récurrentes, le plaignant a joint une photo prise le jour même à 8h30 de fumées noires en provenance d'un émissaire de l'usine.</p> <p>Interrogé, le directeur de l'usine MAGNESITA REFRACTORIES a indiqué par courriel du 07/02/2023, que le point de rejet identifié sur la photo correspondait au point de rejet du four 1 sans passage par le dispositif de traitement des rejets atmosphériques RTO. Il s'agit donc du cas d'un fonctionnement dégradé de l'oxydateur.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 13/02/2023, l'exploitant a confirmé rencontrer des problèmes avec le RTO : lorsque les fumées des fours ne sont pas suffisamment chaudes, le RTO se met à l'arrêt à une température inférieure à 750°C pour des raisons de sécurité.</p> |

Ces problèmes ont notamment été rencontrés le 06/02/2023, jour de la plainte. En séance l'exploitant a produit les compte-rendus journaliers de la production (dits OBEYA) en faisant état. Néanmoins ces éléments ne permettent pas de savoir à quelle heure le RTO a dysfonctionné, ni pendant combien de temps.

Les nuisances olfactives perçues semblent directement en lien avec l'indisponibilité de l'installation de traitement des émissions atmosphériques des fours.

Afin de suivre plus précisément les dysfonctionnements du RTO et son temps d'indisponibilité, l'exploitant va mettre en œuvre un système instrumenté de surveillance continue du RTO, raccordé au système de supervision de la production (« PIMS »). Le délai de mise en œuvre est le 30/03/2023.

Par courriel du 13/04/2023, l'exploitant a confirmé que cette instrumentation était opérationnelle.

Sur les causes des dysfonctionnements du RTO, l'exploitant a identifié un problème d'alimentation de gaz au niveau du RTO. Un nouvel équipement de régulation est en commande et est attendu pour le 20/02/2023.

Par courriel du 09/03/2023, l'exploitant a confirmé sa mise en œuvre.

Le 21/03/2023, l'exploitant a également indiqué que le débit de gaz du RTO avait été augmenté depuis le 21/03/2023 afin de maintenir une température suffisante et d'assurer le bon fonctionnement du RTO.

Par courriel du 07/04/2023, l'exploitant a indiqué ne plus avoir rencontré de dysfonctionnement du RTO depuis.

Par ailleurs, par arrêté préfectoral complémentaire du 10/01/2020, la mise à jour du volet sanitaire de l'étude d'impact du site a été prescrite à l'exploitant afin d'évaluer l'impact du fonctionnement de ses installations.

Cette étude a été réalisée par l'exploitant, transmise le 28/01/2022 puis complétée les 25/03/2022 et 07/02/2023.

Cette étude a été instruite dans un rapport d'instruction distinct (réf. V2/2023-123) lequel propose à M. le préfet du nord un projet d'arrêté préfectoral complémentaire permettant de réglementer davantage le temps d'indisponibilité de l'installation de traitement des émissions atmosphériques des fours, et notamment de fixer une durée maximale cumulée d'indisponibilité de 300 heures sur 12 mois glissants.

Compte-tenu des mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant afin de garantir le bon fonctionnement de ses installations de traitement et de l'arrêté préfectoral complémentaire proposé par l'Inspection des installations, il n'est pas proposé à ce stade de suites administratives.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet